

Le conseil scientifique à l'ère des populismes et de la polarisation : le cas des changements climatiques

présenté par le
Comité consultatif
sur les **changements
climatiques**

Retour sur le panel du Comité consultatif sur les changements climatiques, tenu le 13 mai 2026 lors du 93e Congrès de l'ACFAS à l'UQTR.

La science ne suffit pas à engendrer des politiques climatiques. Maintenant on fait quoi ?

Par Alexandra Gellé le 25 mai 2026

En 2019, un demi-million de personnes manifestaient dans les rues à Montréal pour le climat. Aujourd'hui, la transition climatique est devenue un sujet clivant. Alors que l'action politique recule, la science, elle, n'a pas changé de camp et les constats sur la crise climatique sont toujours aussi criants. La question n'est donc plus de savoir quoi faire, mais comment faire en sorte que ça se fasse.

C'est la conversation qu'a voulu tenir le Comité consultatif sur les changements climatiques le 13 mai dernier dans le cadre du 93e Congrès de l'ACFAS. Autour de la table, des représentants de toutes les parties prenantes au processus de prise de décision publique : Alain Webster, président du CCCC et professeur à l'Université de Sherbrooke ; Annie Levasseur, membre du CCCC et professeure à l'ÉTS ; Steven Guilbeault, député de Laurier—Sainte-Marie et ancien ministre fédéral de l'Environnement ; Éric Thérioux, ancien sous-ministre adjoint au MELCCFP et expert en résidence à l'ENAP ; Jean Lemire, émissaire aux changements climatiques au MRIF ; et Karine Gagnon, chroniqueuse aux affaires municipales au Journal de Québec.

Le diagnostique : un choc des réalités

Dans un contexte où les constats scientifiques sur les changements climatiques sont de plus en plus robustes, mais où l'action collective semble parfois ralentir, une question s'impose : pourquoi la connaissance ne suffit-elle pas à entraîner la décision?

Animé par Alexander Walsh, de COPTICOM, le panel s'est ainsi ouvert sur un constat et une question centrale : Non pas parce que la science manque, mais parce que les choix collectifs sont traversés par des contraintes, des intérêts, des perceptions, des arbitrages, les réseaux sociaux — des choses qui dépassent le seul registre de la preuve. **Alors comment faire entendre la science dans la prise de décision ?**

Sans détour, Alain Webster a reconnu la complexité de l'enjeu: « *Il n'y a pas de raison que soit simple la transition. C'est l'un des plus grands défis de l'histoire de l'humanité.* » Et pourtant on constate un recul des politiques publiques – on en fait moins, plus lentement et on repousse les cibles.

Pour contextualiser davantage l'ampleur du défi, Annie Levasseur a rappelé des données du Baromètre de l'action climatique qui soulignent que **seulement 25 % des gens comprennent vraiment bien les enjeux climatiques** — 50 % de façon modérée, et 25 % très faiblement. Sans cette compréhension, ni la pression sur les élus ni les changements de comportement ne suivront. « *On n'arrête pas de dire l'environnement d'un côté, l'économie de l'autre. Je m'excuse : les changements climatiques, à moyen terme, ça va être désastreux pour l'économie. Mais ça, on n'en parle pas assez. Le gouvernement doit avoir des politiques structurantes, il y a des infrastructures qui doivent être implantées, des réglementations. Puis de notre côté, il y a certains changements qu'on doit opérer aussi dans nos modes de vie. Donc pour que tout ça arrive, faut que les gens comprennent vraiment bien c'est quoi ces enjeux-là.* »

Fort de son vécu politique, Steven Guilbeault, a fait remarquer à juste titre que la polarisation qu'on observe dans le débat public, et notamment dans les médias traditionnels et sociaux, est un autre facteur qui accentue ces enjeux. Il observe que « *la science a été érigée comme un système d'élitisme, et il y a un rejet de ça chez une portion de la population et chez une portion de la classe politique. Le fait qu'on a maintenant des partis politiques qui rejettent de façon générale la science et en particulier la question du climat, qui est devenue prise dans un filet de guerre culturelle, vient beaucoup teinter la discussion.* » Le contexte géopolitique, a-t-il ajouté, sert par ailleurs souvent d'excuse pour justifier des décisions qui ne devraient pas être prises.

Pour sa part, l'ancien haut-fonctionnaire Éric Theroux a voulu démystifier ce que représente la réception d'un rapport scientifique dans un ministère et son traitement à travers les méandres d'un appareil administratif complexe, soumis, lui aussi, au contexte politique. Il a précisé qu'**un rapport n'est qu'un élément parmi d'autres dans un processus qui doit aussi tenir compte de la conformité juridique, des enjeux budgétaires et de l'acceptabilité sociale.**

De plus, l'espace pour le conseil vraiment indépendant se rétrécit selon lui. Il ajoute qu'« *il faut être capable de dire aux autorités politiques : voici les faits, voici ce que dit la science. Bien qu'elle doive exécuter les décisions des élus et appliquer leurs orientations, le rôle de la fonction publique n'est pas seulement de mettre en œuvre la volonté politique qui figure dans les programmes électoraux et les décisions à court terme. Le bien commun, la perspective longue, dépasse l'échéance électorale.* »

Restait à avoir la perspective du 4^e pouvoir. Et quant-est-t-il donc du rôle des médias dans cet enjeu complexe? Contribuent-ils au problème? Font-ils partie de la solution? Karine Gagnon a reconnu franchement être confrontée à des situations similaires comme journaliste : « *les gens ont l'impression qu'on veut leur rentrer des affaires dans la tête parce qu'on est des élites. Les médias aussi sont dans le même bateau que les scientifiques ou que les politiciens.* » Elle a aussi mis en évidence la difficulté de faire comprendre le lien entre une décision politique abstraite — par exemple un pipeline en Alberta — et des conséquences concrètes dans une communauté rurale au Québec. Et selon elle **l'argument économique de la transition reste trop souvent absent** : les 14 à 15 milliards d'importations d'énergie fossile que le Québec pourrait remplacer localement — « *on n'entend pas assez la réponse de l'autre côté de la médaille* ». » a-t-elle ajouté.

Ce premier tour d'horizon a ainsi mis en lumière un choc des réalités. La science demeure indispensable, mais elle circule dans un espace public fragmenté, polarisé, soumis aux impératifs politiques, médiatiques, économiques et administratifs. Pour qu'elle puisse réellement orienter les choix collectifs, elle doit être mieux comprise, mieux relayée, mieux incarnée et mieux arrimée aux préoccupations concrètes des citoyens.

C'est à cette condition qu'elle pourra dépasser le simple constat pour devenir un véritable levier d'action publique et de mobilisation sociale.

Des pistes de solutions

À partir de ce diagnostic, les échanges ont permis de dégager plusieurs pistes d'action. Toutes convergent vers une même idée : **pour influencer réellement la décision publique, la science ne peut pas seulement produire des connaissances justes; elle doit aussi savoir se rendre disponible, lisible et pertinente au bon moment, dans les bons lieux et auprès des bons interlocuteurs.** Il ne s'agit pas de politiser la science, mais de mieux comprendre les conditions concrètes dans lesquelles elle peut éclairer l'action.



Se tenir prêt et avoir le sens du minutage

La première piste est peut-être la plus contre-intuitive : **la science doit se préparer même lorsqu'elle n'est pas encore entendue.** Éric Thérroux l'a dit avec conviction : « *parfois, on n'a pas ce qu'on veut tout de suite, mais il faut continuer à le redire, à réaffirmer ces enjeux. Cela contribue à l'influence, même si la prise de décision immédiate n'est pas celle que l'on souhaitait.* »

Jean Lemire a appuyé cette idée en évoquant l'exemple du Plan nature. Ce projet, longtemps resté dans les cartons, a soudainement trouvé sa fenêtre d'opportunité lorsque la COP15 a été annoncée à Montréal et qu'un besoin politique urgent d'annonce structurante est apparu. Il est alors devenu le plus grand investissement en biodiversité de l'histoire du Québec.

Jean Lemire décrit ainsi son rôle d'interface entre science et gouvernement : « *souvent notre rôle, c'est d'être en position, prêt à dégainer, pour ramener ce que vous [les scientifiques] nous donnez comme matière. Prendre la science, la mettre dans un contexte politique puis être opportuniste dans le bon sens.* »



Comprendre les rouages du pouvoir

Pour Éric Thérroux, l'influence sur une décision politique repose sur une combinaison de facteurs : « *il faut l'opportunité, des solutions basées sur la science, et une acceptabilité de la population. C'est ce trio – opportunité, solution prête, acceptabilité sociale – qui peut faire en sorte qu'une décision soit prise.* »

Dans cette équation, la pression de la société civile reste indispensable. Jean Lemire l'a exprimé très clairement : « *la pression de la société civile, c'est fondamental si on veut avancer. Un rapport, c'est vraiment super, mais ça prend également de la pression de la société civile pour avancer.* »

Éric Thérroux a partagé une **liste de conseils pratiques pour rejoindre les décideurs efficacement** :

- 1) D'abord, partir du principe que leur temps disponible est extrêmement limité — non par mauvaise volonté, mais c'est la nature de leur fonction. Soyez donc concis et précis, et s'en tenir à un maximum de trois enjeux.
- 2) Ensuite, bien préparer son approche. Effectuez vos recherches préalables, sachez à qui vous vous adressez. Comprendre ses priorités et adapter son message en conséquence.
- 3) Les recommandations doivent aussi être solidement ancrées dans le réalisme politique, administratif et budgétaire.
- 4) Enfin, il faut accepter que l'influence se construise dans la durée : semer une idée, assurer un suivi, revenir au bon moment. Le suivi compte souvent autant que le premier échange.



S'adapter à son audience et identifier ses alliés

Dans le contexte actuel, Jean Lemire a aussi proposé une stratégie de communication simple, mais efficace : lorsque le mot « climat » polarise, il peut être plus porteur de parler de nature. « *C'est plus difficile d'être contre la nature* », a-t-il résumé.

Karine Gagnon a insisté sur le fait de se trouver des oreilles à l'écoute qui ont un besoin clairement identifié. Les villes par exemple subissent de plein fouet les déficits d'infrastructure liés aux catastrophes climatiques — elles ont toutes les raisons d'écouter. Jean Lemire a abondé dans le même sens présentant **les villes comme des alliés naturels des scientifiques**. Elles disposent d'une plus grande souplesse diplomatique, sont moins contraintes par certains rapports institutionnels et sont déjà engagées, dans plusieurs cas, dans l'élaboration ou la mise en œuvre de Plans climat via les MRC.

L'importance de la participation citoyenne a été mentionnée par Annie Levasseur. Selon elle, des initiatives qui émergent au sein des communautés, où les citoyens sont impliqués dans la prise de décision et la planification, montrent que ça fonctionne. Le défi est ensuite de les étendre à plus grande échelle.



Protéger la voix scientifique

Sur le plan institutionnel, le CCCC lui-même est un exemple d'**architecture conçue pour protéger l'indépendance** de la voix scientifique : une composition majoritairement scientifique, un président choisi sur recommandation du scientifique en chef, des avis obligatoirement rendus publics.

Alain Webster a rappelé que le Comité a aussi fait le choix de ne pas se limiter au dépôt d'avis formels. Il peut prendre position publiquement quand une décision va à l'encontre des connaissances scientifiques, participer au débat public, et contribuer plus activement à la conversation collective. Cette liberté de parole tient principalement au fait que ses membres agissent à titre bénévole, ce qui leur donne une marge d'indépendance précieuse.

Ces pistes rappellent que l'influence scientifique repose autant sur la rigueur des contenus que sur la capacité à les inscrire dans les dynamiques réelles de décision.

Être prêt avant que la fenêtre politique ne s'ouvre, comprendre les rouages institutionnels, adapter son langage aux publics visés, s'appuyer sur des alliés et protéger l'indépendance de la parole scientifique : autant de conditions pour que la science ne demeure pas en marge du débat public, mais contribue pleinement à orienter les choix collectifs.

Et demain ?

Ce qui ressort de cette soirée, c'est d'abord que les acteurs de la conversation climatique — scientifiques, gouvernements, administration publique, médias et société civile — travaillent encore trop souvent en parallèle. Chacun évolue avec ses propres contraintes, ses temporalités et ses critères de réussite : le chercheur vise la rigueur et la reconnaissance scientifique, le décideur compose avec les arbitrages et les cycles électoraux, le journaliste cherche à rendre l'enjeu intelligible et pertinent dans l'espace public.

Mais ces leviers exigent un changement de culture. Alain Webster l'a formulé clairement : « *cette transition ne se décrète pas par le Conseil des ministres. Ça doit être un vrai projet de société porté par un ensemble d'acteurs.* » Cela suppose que chacun accepte de sortir de son silo et de travailler ensemble pour le bien commun.

Alexander Walsh a résumé l'esprit de la soirée en un mot : l'empathie. **Comprendre la réalité de l'autre — ses contraintes, ses temporalités, ses marges de manœuvre — avant de vouloir la changer.** Et Steven Guilbeault, malgré le tableau sombre qu'il avait dressé de la polarisation et du recul des politiques climatiques, a conclu sur une conviction que partageaient visiblement tous les panélistes : « *on vit des moments qui sont difficiles, mais je n'ai aucun doute — après la noirceur, la lumière reviendra* ».

Pour visionner le panel sur Youtube :



À propos du Comité consultatif sur les changements climatiques

Le CCCC est un organisme indépendant mandaté par le gouvernement du Québec pour conseiller la ministre responsable de la lutte contre les changements climatiques. Il produit des avis scientifiques rendus publics sur les enjeux d'adaptation et de réduction des gaz à effet de serre.